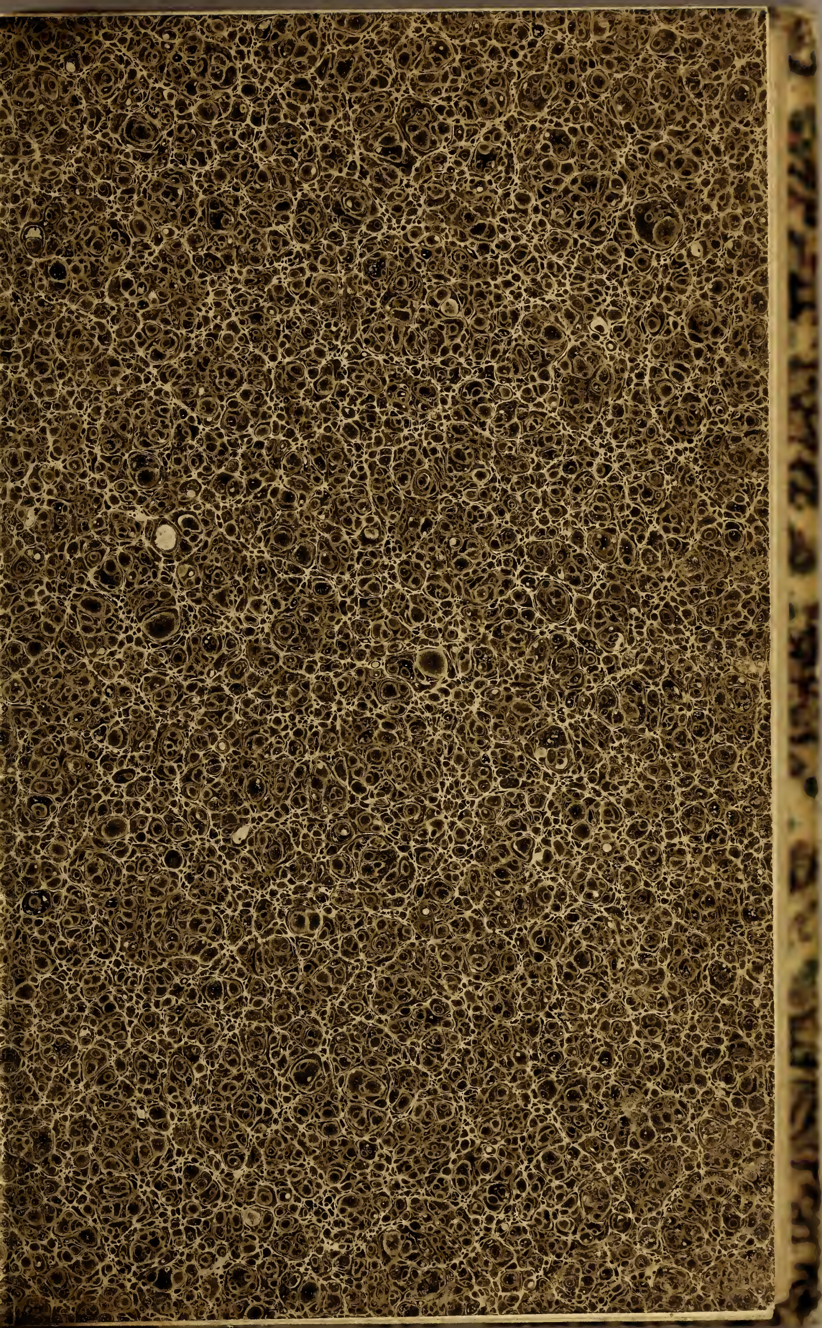


H T


GAUDEO.



paup. 6 p. 105 – 113 mutilated.

No. 1. Observations de M. Raymond Paris 1791
2. P. J. Leborgne à Jean. Lettre . . " 1795
3. Petition nouvelle des C. de couleur " 1791
4. Paine : Common sense . London 1791
6. — " — Le sens commun . Paris 1791
5. Compte rendu à la Nation — " — 1791
7. Roume : Petition à l'Ass. Nat. — " — 1791.
8. Barnave : Rapport à l'An. Nat. — " 1791.
9. Lettre des Commissaire —— " 1792.
10. Casaux Argumens etc - - - " 1791
11. Colonie de Guazacoalco . . " 1829
12. Le Citoyens françois des E. U (Boston? s.d.)
13. Observations sur les Colonies ———
14. De la dette publique . Paris 1791
15. Motion du C. de Reynaud . Versailles —
16. Reflexions de M. Cocherel . Paris. —
17. Lettre Circulaire du Congres " 1795.
18. Rapport de Boyer-Fonfrede - " 1793
19. Lettre du Ministre de la Marine " 1793

*7

LETTRE CIRCULAIRE

DU

CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS

DE L'AMÉRIQUE,

Adressée à leurs commettans, dans le tems où le discrédit de leur papier-monnoie leur faisoit craindre la chûte de leur révolution, qui jusqu'alors avoit triomphé de tous les efforts de l'Angleterre.

Traduit de l'anglais, par l'auteur de l'écrit intitulé : DONNONS NOTRE BILLAN.

Point de révolution finie, point de constitution établie *sans les finances.*

A PARIS,

De l'Imprimerie de POUGIN, rue des Pères, Nº. 9.

Le 14 Fructidor, an IIIe de la République.

1795.



AVANT-PROPOS DU TRADUCTEUR.

L'ORIGINAL de cette traduction, imprimé à Philadelphie en 1779, par ordre du congrès, est déposé chez le citoyen Pougin, libraire, où tous ceux qui le desirent peuvent s'assurer de son authenticité, qui d'ailleurs a pour garans tous les Américains résidant actuellement à Paris. Il m'est tombé entre les mains lorsque ma brochure, *donnons notre Billan*, étoit déjà sortie de la presse. J'y ai trouvé dans plusieurs endroits une ressemblance si frappante avec les circonstances où nous sommes, une si parfaite analogie de principes avec ceux que mon écrit conseille de suivre, que je n'ai pu m'empêcher d'en donner sur-le-champ une traduction au public. Elle est moins soignée que fidelle, tant à cause du peu de tems que j'y ai pu mettre, que parce que mon but est moins de plaire que de frapper, *pendant qu'il est encore tems*, l'esprit et l'imagination de mes concitoyens par des vérités fortes et irrésistibles, sur un objet dont, selon moi, dépend en grande partie le salut de la république.

On verra par la lecture de cette pièce, vraiment originale dans les circonstances ac-

tuelles, que les représentans du peuple qui a achevé et consolidé sa révolution avec tant de gloire et de succès, sans répandre une goutte de sang dans l'intérieur de sa grande famille; on verra, dis-je, que ces représentans *s'occupoient des finances* au milieu de la guerre, et qu'ils regardoient avec indignation et horreur la seule idée de manquer volontairement à leurs engagemens, en ne remboursant pas leur papier-monnoie, pour le paiement duquel ils avoient engagé la parole sacrée de leurs commettans! Tant il est vrai que les principes de loyauté, de raison et de justice sont de tous les tems et de tous les pays, qu'ils s'allient toujours avec une saine politique et les véritables intérêts du peuple, lorsque ceux qui sont à la tête du gouvernement ont le courage et le génie nécessaire pour les appliquer aux circonstances.

Il se trouve dans cet écrit plusieurs passages de la Bible. On auroit tort d'en conclure que le rédacteur et ceux qui l'ont approuvé, tous membres de ce congrès célèbre, ne fussent pas philosophes. Ces législateurs l'étoient assez pour respecter les sentimens religieux de leurs concitoyens, et pour appeler même à leur aide ces sentimens, afin d'éveiller plus sûrement chez eux les principes de loyauté, d'humanité et de justice sur lesquels ils fondent la nécessité indispensable de tenir leurs engagemens.

Je n'ai point fait de notes, parce que j'ai voulu laisser au lecteur le plaisir de faire lui même l'application des principaux passages aux circonstances actuelles.

LETTRE CIRCULAIRE DU CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE,

Adressée à leurs commettans, dans le tems où le discrédit de leur papier-monnoie leur faisoit craindre la chûte de leur révolution, qui jusqu'alors avoit triomphé de tous les efforts de l'Angleterre.

Traduit de l'anglais, par l'auteur de l'écrit intitulé : DONNONS NOTRE BILLAN.

Point de révolution finie, point de constitution établie *sans les finances.*

AMIS ET CONCITOYENS,

Dans des gouvernemens fondés sur les principes généreux d'une liberté égale pour tous, où ceux qui gouvernent l'état sont les mandataires du peuple et non les maîtres de ceux dont leur autorité dérive, il est de leur devoir d'instruire leurs commettans de la si-

tuation de leurs affaires. C'est en mettant dans tout son jour la convenance des mesures publiques, qu'ils doivent engager leurs concitoyens à joindre l'influence de l'opinion et du sentiment à la force de l'obligation légale, pour couronner ces mesures de succès. Ce devoir ne cesse pas d'en être un, même dans le tems de la paix la plus profonde, lorsque l'ordre et la tranquillité règnent partout, lorsque le salut de la république n'a rien à craindre ni de la force ou de la séduction au-dehors, ni des factions, de la trahison ou des écarts de l'ambition au-dedans. Nous qui nous en sentons particulièrement pénétrés dans ce moment, nous ne pouvons différer plus longtems d'appeler votre attention sur un sujet représenté sous un très-faux jour, et sur lequel on a soutenu et propagé des opinions aussi erronées que dangereuses. Nous voulons parler de vos finances.

Le despotisme ingrat, l'envie désordonnée de dominer qui caractérisèrent l'intention dénaturée du roi d'Angleterre et de son parlement vénal, d'asservir le peuple de l'Amérique, vous réduisirent à la nécessité ou de soutenir vos droits par les armes, ou de passer ignominieusement sous le joug.

Vous préférâtes généreusement la guerre. Il fallut alors lever des armées, les payer et pourvoir à leur habillement et à leur entretien. L'argent devint indispensable. Vous n'en possédiez que peu, et il n'y avoit alors aucune nation au monde dont vous pussiez en emprunter. Ce peu même qui étoit dispersé parmi vous, ne pouvoit être rassemblé que par des taxes qui demandoient un gouvernement régulier; et ce gouvernement vous manquoit aussi.

Dans ces circonstances, il ne vous resta d'autre ressource que la valeur naturelle, la richesse foncière de votre pays fertile. On émit des billets sur ce fonds, et vous engageâtes votre loyauté pour leur remboursement.

Après-qu'une quantité considérable de ces billets eut été émise en circulation, on sollicita des emprunts et l'on établit des bureaux pour cet effet. C'est ainsi que se forma d'une manière inévitable une dette nationale, dont voici le montant :

	Dollars.
Billets émis et en circulation.	159,948,880.
Argent emprunté avant le premier mars 1778, dont les intérêts sont payables en France. . . .	7,545,196.
Sommes empruntées depuis le premier de mars 1778, dont l'intérêt est payable ici.	26,188,909.
Sommes dues au-dehors, dont le montant n'est pas exactement connu, les bilans n'ayant pas encore été transmis, mais qu'on suppose être de. . . .	4,000,000.

Pour votre plus ample satisfaction, nous ferons dresser et publier un état détaillé des différentes émissions, avec les époques fixées pour leur remboursement, ainsi que des différens emprunts, avec les intérêts alloués à chaque emprunt, et les termes assignés pour leur paiement.

Les impôts n'ont rapporté jusques ici au trésor public que 3,017,560 dollars, de manière que toutes les sommes fournies au congrès par le peuple d'Amérique ne montent qu'à 36,761,665 dollars, total des emprunts et des impôts perçus. Jugez donc de la nécessité des émissions, et apprenez de qui et d'où cette nécessité dérive.

Nous devons aussi vous instruire, que nous avons résolu, le premier septembre, que,

sous aucun prétexte, nous n'émettrions davantage de billets, qu'il n'en faut pour compléter la somme de 200,000,000 de dollars. Et comme les billets émis en circulation montent à 159,948,880 dollars, nous avons résolu que, sur les 40,011,120 dollars, qui restent pour compléter ladite somme de 200 millions, nous n'en émettrions uniquement que la partie indispensablement nécessaire pour les dépenses urgentes, en attendant qu'on puisse se procurer, par une autre voie, les ressources pour lesquelles nous comptons sur les efforts des états respectifs.

Après vous avoir donné ainsi un état succint et clair de votre dette ;

Après vous avoir démontré la nécessité de fournir ponctuellement les subsides qui vous ont déjà été demandés, nous ferons quelques réflexions sur la dépréciation de la monnoie courante, objet digne de votre attention la plus sérieuse.

La dépréciation *des billets de crédit ou du papier-monnoie* est toujours, ou naturelle ou artificielle, ou l'une et l'autre. Le nôtre est dans ce dernier cas. Du moment que la somme émise en circulation a excédé ce qu'il falloit pour servir d'intermédiaire aux besoins du commerce ; il a commencé et continué de perdre dans la proportion de l'accroissement de cet excédent. Cette proportion subsisteroit naturellement jusqu'à ce que la somme émise égalât à-peu-près la valeur du fonds, sur le crédit duquel les billets ont été émis. Supposons donc que 30 millions fussent la somme nécessaire aux besoins de la circularion, et qu'on en eût émis 160 ; la dépréciation *natu-*

relle ne passeroit guères le rapport de 5 à 1. Mais la dépréciation actuelle excède cette proportion, et cet excès est *artificiel*. On ne sauroit remédier à la dépréciation naturelle qu'en diminuant la quantité de papier qui circule ; parce qu'il regagnera sa valeur primitive toutes les fois qu'il sera réduit à la somme strictement nécessaire pour servir d'intermédiaire dans le commerce. Ceci ne peut être effectué que par des emprunts et des impôts.

La dépréciation artificielle est un objet plus sérieux, et qui demande un examen plus approfondi. Elle a pour cause la défiance générale de la masse du peuple, soit dans les moyens, soit dans la bonne volonté des États-Unis, pour rembourser leurs billets ; défiance dont nous n'examinerons pas ici les sources. Voyons jusqu'à quel point le bon sens peut justifier la défiance dans les moyens ou la solvabilité des Etats-Unis.

Cette solvabilité dépend nécessairement de deux choses : premièrement, du succès de la révolution actuelle, et en second lieu, de la richesse, de la valeur et des ressources du pays, qui doivent faire face à nos engagemens.

Quant au succès de la révolution, nous convenons qu'il fut un tems où d'honnêtes gens pouvoient en douter, sans être coupables d'une timidité pusillanime ; mais ce période est passé. L'indépendance de l'Amérique est maintenant aussi fixée que les destins et les efforts *pétulans* de l'Angleterre pour l'abattre, sont aussi vains et infructueux que la rage

des vagues qui se brisent contre les rochers. Que ceux qui entretiennent encore de ces doutes, considèrent le caractère et la situation de nos ennemis. Qu'ils se rappellent que nous combattons contre un royaume qui s'écroule de toutes parts, contre une nation sans vertu publique, et un peuple vendu à ses propres représentans qui le trahissent; contre un prince gouverné par ses passions, et un ministre sans courage ni sagesse; contre des armées qui ne sont payées qu'à demi, et des généraux qui ne jouissent que d'une demi-confiance; contre un gouvernement dont tous les talens se bornent à des projets de rapine, de pillage, d'incendie et d'assassinat; contre un gouvernement qui, par les violations les plus sacriléges des droits de la religion, de la justice, de l'humanité et des hommes, cherche la vengeance du ciel, et se détourne de la protection de la providence!

C'est à la fureur de ces ennemis que vous avez opposé une résistance couronnée de succès, lorsque vous étiez seuls, isolés et sans amis, *dans vos jours de foiblesse et d'enfance, avant que vos mains eussent appris à faire la guerre, ou vos doigts à combattre.* Peut-il y avoir aucune raison pour craindre que l'Être-Suprême, qui dispose de tous les évènemens sur terre, *après nous avoir délivrés de la maison de l'esclavage, et nous avoir conduits sains et saufs à travers une mer de sang, au pays de la liberté, à la terre promise, laissera non achevé l'ouvrage de notre rédemption politique? qu'il permettra, ou que nous périssions dans un désert de difficultés et d'embarras*, ou que nous soyons ramenés enchaînés à cette contrée d'oppression et de tyrannie, dont, *avec son bras étendu, il nous a délivrés dans sa miséricorde?*

Étroitement alliés avec une des plus puissantes nations de l'Europe, qui a fait généreusement de notre cause la sienne; unis d'amitié avec d'autres, assurés des bonnes dispositions de toutes, qu'avons-nous à craindre de l'Angleterre?

Au lieu d'aggrandir son territoire par des conquêtes, elle voit tous les jours resserrer les limites de son empire. Ses flottes ne dominent plus l'Océan, ses armées ne sont plus invincibles. Combien de ses drapeaux, arrachés des mains de ses combattans, se trouvent parmi vos trophées, après avoir orné les triomphes de vos guerriers ? Combien de ses satellites, envoyés pour vous donner des fers, sont devenus vos captifs, après avoir reçu la vie de vos mains ? Ces états, au contraire, croissent journellement en forces ; leurs soldats sont devenus des vétérans, leurs gouvernemens fondés sur la liberté sont établis.

Leur contrée fertile et leur allié fidelle leur fournissent amplement l'entretien et les vivres. Le roi d'Espagne, d'un autre côté, bien préparé pour la guerre, avec des flottes et des armées disposées au combat, et un trésor surabondant en richesses, est entrè en lice contre l'Angleterre.

Les autres nations de l'Europe, souvent humiliées par son orgueil et alarmées par son ambition, l'ont abandonnée à son sort. L'Irlande, fatiguée de son joug, palpite après la liberté, et même l'Ecosse est mécontente de ses édits. Y a-t-il quelqu'un qui, à la vue de tous ces faits incontestables, puisse encore douter de l'issue de la guerre ? Ne doit-on pas plûtot se réjouir d'avance dans la perspective glorieuse d'un succès assuré et certain ?

Ce point étant établi, il est question ensuite de savoir, si la richesse naturelle, la valeur réelle, et les ressources de notre pays suffiront à l'acquit de la dette ?

Supposons pour un moment qu'à la fin de la guerre les émissions montent à 200 mil-

lions, qu'indépendamment du produit des impôts, qui ne sera pas peu considérable, les emprunts aillent à 100 millions; toute la dette nationale des Etats-Unis seroit donc alors de 300 millions. Il y a dans ce moment 3 millions d'ames dans les 13 Etats. 300 millions de dollars répartis parmi ces 3 millions donneroient 100 dollars pour chaque individu. Y a-t-il dans l'Amérique un seul individu incapable de rembourser en 18 ou 20 ans cette somme? Supposons que le tout soit assis, comme cela doit être, sur les habitans, à proportion de leurs biens, quelle seroit alors la quote-part de la classe indigente? peut-être pas 10 dollars.

D'ailleurs, comme cette dette ne sera pas exigible sur-le-champ, mais qu'on accordera probablement 20 ans pour l'acquitter, le nombre des habitans de l'Amérique aura plus que doublé vers cette époque. C'est un fait notoire que le nombre des habitans de ce pays c'est accru, presqu'en raison de l'intérêt composé. La population naturelle les a doublés tous les 20 ans, et l'on ne sauroit décider quelle peut être la troupe d'émigrans qui nous arrivera d'autres contrées. Nous avons les plus fortes raisons pour croire que leur nombre sera immense. Supposons que 10 mille seulement arrivent la première année après la guerre, quel nombre d'ames composeront dans 20 ans ces 10 mille individus avec leurs familles? Probablement le double. Cette observation s'applique proportionnellement aux émigrans de chaque année suivante. Vous voyez par-là qu'une grande partie de votre dette sera supportée, non-seulement par le nombre actuel des habitans, mais encore par ce même nombre grossi et augmenté par la population naturelle des habitans actuels, par des multitudes d'émigrans arrivant journellement d'autres contrées, et par la population naturelle de ces mêmes émigrans successifs, de manière que la quote-part de chaque citoyen diminuera continuellement par l'arrivée d'autres qui en payeront une partie proportionnelle.

Ce sont des avantages dont jouissent uniquement les *pays jeunes*;

Le nombre des habitans dans tous les Etats de l'Europe reste à-peu-près le même, d'un siècle à l'autre. Aucun pays ne produira plus d'habitans qu'il ne peut y subsister, et tout pays libre et cultivé en produira autant qu'il peut en nourrir. Delà nous pouvons nous former quelqu'idée de la population future de ces Etats. Des déserts étendus, à peine connus ou parcourus à présent, restent encore à défricher. Des lacs et des rivières immenses, dont les eaux roulent depuis des siècles leurs flots vers l'océan, dans le silence et l'obscurité, sont encore à entendre le bruit agréable de l'industrie. Ils attendent le moment, où, soumis au commerce, ils pourront montrer leurs rivages ornés de maisons de campagne dilicieuses, et de vastes cités, dont on verra briller de loin les flèches dorées.

Voilà quant au nombre des individus qui doivent payer la dette. Reste maintenant à examiner leur solvabilité ou leurs moyens. Ceux qui examineront combien de millions d'acres de terre sont contenus rien que dans la partie cultivée de l'Amérique septentrionale, et combien chaque acre vaut, se formeront une très-grande idée de la richesse de ce pays, et qui cependant sera encore au-dessous de sa valeur réelle. Mais ceux qui veulent porter plus loin leurs recherches, s'assureront de notre solvabilité d'une manière bien plus évidente. Jusqu'ici nous avons payé à l'Angleterre, par la voie du commerce, une taxe annuelle de 3 millions de livres sterling, sans que cela nous ait empêchés de devenir riches. Tout notre commerce étoit borné uniquement à cette métropole. Nous étions obligés de porter nos denrées exclusivement à son marché, et par conséquent à les vendre au prix qu'elle nous fixoit. C'est dans ses magasins, et aux conditions qu'elle vouloit y mettre, que nous étions forcés d'acheter les marchandises étrangères, pendant qu'il nous étoit défendu d'établir chez nous aucune manufacture incompatible avec ses vues intéressées et mercantilles.

A l'avenir, le monde entier nous sera ouvert; nous serons libres d'acheter de ceux qui nous vendront à meilleur marché, et de vendre à ceux qui nous donneront les meilleurs prix. A mesure que la population et la culture de notre pays s'étendront, les productions de la terre s'accroitront en proportion, et la richesse nationale deviendra pro-

portionnellement plus grande. Celui qui réfléchit sur la force de ces observations, et d'autres semblables qu'on pourroit y ajouter, ne fera que sourir de l'ignorance de ceux qui doutent de la solvabilité des Etats Unis pour le rachat de leurs billets.

Pénétrons-nous aussi de cette vérité incontestable : que le papier-monnoie est la seule monnoie qui ne puisse *se faire des aîles et s'envoler*. Il restera avec nous, il ne nous abandonnera point, il est tout prêt et sous la main pour les besoins du commmerce ou les impôts, et tout homme industrieux peut le trouver. Si l'Angleterre, au contraire, alloit comme Ninive, et pour la même raison, trouver miséricorde et échapper à l'orage prêt à fondre sur elle, elle trouveroit sa dette nationale dans une situation bien différente. Avec son territoire diminué, ses habitans amoindris, son commerce ruiné, son monopole évanoui, il faudra qu'elle pourvoie à l'acquittement de sa dette énorme par des impôts payables en espèces, en or ou en argent, qui peut-être sont encore enterrés dans les mines du Mexique ou du Pérou, ou cachés dans les ruisseaux de l'Afrique ou de l'Indostan.

Après avoir démontré qu'il n'y a aucune raison de douter de la solvabilité des Etats-Unis pour payer leur dette, voyons si on peut en dire autant de leur bonne volonté.

Cet article exige qu'on examine trois choses.

1°. Si et en qu'elle manière la foi des Etats-Unis a été engagée pour le rachat de leurs billets.

2°. S'ils se sont mis dans une capacité politique de les racheter.

3°. Si, en admettant les deux premières propositions, il y a aucune raison à craindre, qu'ils veuillent, par caprice ou par légéreté, porter atteinte à la foi publique.

Quant au 1.°, il est évident pour tout homme qui lit les journaux du congrès, ou qui regarde la face d'un de ses billets, que le congrès a engagé la foi de ses commettans pour leur rachat. Il est également évident que non-seulement il étoit autorisé à le faire, mais que ses commettans ont réellement ratifié ses actes, en recevant ces billets, en portant des loix pour en établir le cours, et punir les contrefacteurs. De manière qu'on peut dire avec raison, que le peuple a engagé sa foi pour leur rachat, non-seulement collectivement par ses représentans, mais individuellement.

La seconde question, si les Etats-Unis se sont mis dans une capacité politique pour racheter leurs billets, demande une discussion plus approfondie.

Nos ennemis, tant du dehors que du dedans, ont fait tous leurs efforts pour faire naître des doutes sur cet objet. Ils objectent que la confédération des Etats reste encore à achever, que l'union peut être dissoute et le congrès aboli; que chaque état, après avoir repris les pouvoirs qu'il avoit délégués, peut retenir et exercer à l'avenir tous les droits de souveraineté appartenant à un Etat indépendant. Dans ce cas, disent-ils, les billets de crédit, créés et soutenus par l'union, mourront avec elle. Cette supposition admise, ils soutiennent ensuite que cet événement est probable, et pour preuve, ils opposent nos divisions, nos partis, nos intérêts séparés, nos mœurs différentes, nos anciens préjugés, et beaucoup d'autres argumens également plausibles et également trompeurs. Examinons cette matière.

Quant à toute chose essentielle à la défense de ces Etats dans le cours de la guerre actuelle, et nécessaire pour en atteindre le but et l'objet, les Etats sont dès à présent aussi pleinement, légalement et parfaitement confédérés, qu'il leur est possible de l'être.

Lisez les lettres de créance des différens délégués qui composèrent le congrès en 1774, 75 et partie de 76. Vous trouverez que les Etats établissent une union dans le dessein exprès de s'opposer à l'oppresion de l'Angleterre, et d'obtenir le redressement de leurs griefs. Le 4 Juillet 1776, vos représentans, assemblés en congrès, s'appercevant, que rien moins qu'une soumission sans réserve ne satisferoit nos ennemis, déclarèrent au nom du peuple, les 13 colonies unies pour des états libres et indépendans. Et pour le soutien de cette déclaration, faite avec une ferme confiance sur la protection de la divine providence, ils engagèrent mutuellement l'un à l'autre leur vie, leur fortune et leur honneur sacré. Y eut-il jamais une confédération plus formelle, plus solemnelle, ou plus explicite ? Chaque Etat de l'union y a donné son assentiment exprès, et l'a ratifié. En conséquence, pour le soutien direct de cette déclaration, c'est-à-dire, pour le soutien de l'indépendance de ces Etats, il a été levé des armées, des billets de crédit ont été émis, et des emprunts ont été ouverts pour leur solde et leur entretien. Le rachat de ces billets, le payement de ces dettes, et la solde des comptes fournis par les divers Etats pour dépenses ou services ayant le bien public et la cause commune pour but, doivent être comptés parmi les objets de cette confédération. En conséquence, tant que tout ou une partie de ces objets restent non accomplis, l'union ne peut être dissoute quant à ces objets, d'aucune manière compatible avec les loix divines ou humaines.

Mais nous sommes persuadés, et nos ennemis trouveront que notre union n'en doit pas rester là. Ils se trompent, lorsqu'ils supposent que nous ne restons unis que par le sentiment d'un danger présent. C'est un fait qu'eux seuls peuvent contester, que le peuple de ces Etats n'a jamais été si cordialement uni que dans ce moment. Comme ils ont été obligés de s'entre-mêler les uns avec les autres, plusieurs préjugés se sont usés, et leurs mœurs différentes ont été mélangées. Un sentiment d'intérêt commun et permanent d'affection mutuelle (comme ayant été frères dans

dans l'affliction), les liens de parenté qui s'étendent journellement, une constante réciprocité de services, la similitude de langage, de gouvernement, et par conséquent, de mœurs, l'importance et la splendeur de l'union, toutes ces choses conspirent à former une forte chaîne qui doit nous lier ensemble pour toujours.

Les Provinces-Uniés des Pays-Bas et les cantons fédérés de la Suisse sont devenus libres et indépendans sous des circonstances très-semblables aux nôtres. Il y a long-tems que leur indépendance est établie, et cependant leur fédération subsiste en pleine vigueur. Quelle raison peut-on alléguer, pourquoi notre union seroit moins durable? Ou pourquoi supposeroit-on que le peuple de ces Etats seroit moins sage que les habitans des autres? Vous n'ignorez pas qu'il a été dressé un plan pour une confédération perpétuelle, et que, sur les treize Etats, douze y ont déjà adhéré. Mais en voilà assez de dit, pour faire voir que pour tout ce qui concerne le but de la guerre actuelle, et pour tous les accessoires, il existe dans ce moment une confédération solemnelle et parfaite. Les Etats sont donc actuellement et seront toujours dans une capacité politique de racheter leurs billets, de payer leurs dettes, et de régler leur comptes.

Troisièmement, savoir si, en admettant la solvabilité et la capacité politique des Etats-Unis pour racheter leurs billets, il y a quelque raison de craindre qu'ils violent de propos délibéré la foi publique?

C'est à regret et avec beaucoup de répugnance que nous pouvons nous décider à faire la plus légère mention d'une question qui renferme un doute si injurieux à l'honneur et à la dignité de l'Amérique.

Les ennemis sentant bien que la force de ce pays consistoit dans l'union de ses citoyens,

et dans la sagesse et l'intégrité de ceux à qui ils confieroient la direction de leurs affaires, ont été infatigables à faire des efforts pour désunir et alarmer le peuple, pour déprécier les talens et la probité de leurs chefs, et pour altérer la confiance que leurs commettans avoient placée en eux. Pour cet effet, ils ont fait des tentatives réitérées, afin de tirer une ligne de démarcation imaginaire et absurde entre le congrès et le peuple, et pour faire naître l'opinion et la croyance, que leurs vues et intérêts étoient très-opposés et différens. De-là les contes ridicules, les insinuations jalouses et les soupçons bizarres inventés et propagés par des émissaires déguisés, et par des traîtres sous la livrée de patriotes. De-là est venue cette découverte remarquable, que le congrès peut détruire la monnoie courante, comme il l'a créée, et qu'elle n'existera qu'autant qu'il le jugera convenable. Il n'est pas surprenant que ces hérésies politiques aient été inculquées et répandues *dans un pays libre, où la langue et les plumes de ces gens jouissent et doivent jouir d'une liberté entière* (1) ; mais il est réellement étonnant qu'elles fassent de l'impression sur l'esprit d'un seul citoyen vertueux de l'Amérique. Certainement il ne peut pas être nécessaire de vous rappeler que vos représentans ici sont choisis parmi vous-mêmes, que vous connoissez ou devez connoître leurs caractères respectifs, qu'ils sont envoyés ici pour énoncer vos sen-

---

(1) Notetur phrasis non ubique occurrit.

timens, et qu'il est constamment en notre pouvoir d'écarter ceux qui ne s'y conforment pas. Vous êtes sûrement convaincus qu'*il n'est pas plus en leur pouvoir d'annihiler votre monnoie que votre indépendance, et que tout acte de leur part pour l'un ou l'autre de ces desseins, seroit nul et sans effet.*

Nous ferions une injure à l'intelligence et à l'honneur de tout vrai Américain, si nous nous mettions à déduire beaucoup d'argumens pour démontrer la scélératesse ou la mauvaise politique de violer notre foi nationale, ou de négliger de poursuivre les mesures nécessaires pour la conserver. Une république banqueroutière et sans foi seroit une nouveauté dans le monde politique; elle paroîtroit parmi les nations qui jouissent d'une bonne réputation, comme une prostituée parmi les femmes chastes et respectables. La fierté américaine se révolte à cette idée. Les citoyens savent pour quels desseins ces emprunts ont été faits; ils ont à différentes fois engagé leur parole pour leur rachat. Les billets sont entre les mains de tout le monde; tous sont donc intéressés à ce qu'on les rembourse. Ceux-là donc doivent avoir une haute opinion de la crédulité américaine qui supposent le peuple capable de croire, après y avoir duement réfléchi, que *toute l'Amérique* pourra jamais être engagée, contre la foi, l'honneur et l'intérêt de *toute l'Amérique*, à appuyer, soutenir et permettre une mesure aussi funeste et déshonorante. Nous sommes convaincus que les efforts et les artifices de nos ennemis ne manqueront pas,

pour nous attirer dans cette situation humiliante et méprisable. Poussés par la méchanceté et par les suggestions du chagrin et du mécontentement de ne pouvoir courber nos têtes sous leur joug, ils tâcheront de nous forcer ou de nous réduire à commettre ce péché impardonnable, afin de nous exposer à la punition qu'il mérite, et pour faire de nous dorénavant un sujet de reproche, et un sobriquet parmi les nations policées. Instruite de ces conséquences, connoissant le prix du caractère national, et pénétrée d'un sentiment profond des lois immuables de l'honneur et de la justice, il est impossible que l'Amérique pense sans horreur à un aussi exécrable forfait.

Donc si notre solvabilité et notre bonne volonté pour acquitter la dette publique ne sauroient raisonnablement être révoquées en doute, que notre conduite réponde à cette assurance : sauvons notre crédit des imputations sous lesquelles il languit. Si l'attention de l'Amériqne avoit été fixée sans relâche sur cet objet, si l'on avoit assis et perçu des impôts à tems, si l'on avoit ouvert des emprunts à propos, si l'on avoit porté et exécuté des lois pour punir ceux qui, par méchanceté, cherchent à détruire le crédit public; si ces choses, et d'autres également nécessaires, avoient été faites, et que malgré tous ces efforts notre monnoie courante eût descendu au degré de dépréciation où elle est actuellement, alors notre situation eût été vraiment déplorable. Mais comme ces efforts n'ont pas

été faits, nous pouvons encore éprouver les bons effets qui en résulteront naturellement. Nos premières négligences donc devroient nous remplir actuellement d'espérances, et nous apprendre à ne pas désespérer d'écarter, par la vigilance et l'assiduité, les maux que la nonchalance et la négligence ont produits.

On a déjà observé qu'afin de prévenir la dépréciation ultérieure et naturelle de nos billets, nous avons résolu d'en arrêter la presse, et de vous demander des subsides par la voie des emprunts et des taxes. Vous êtes en état de les fournir, et vous êtes engagés par les liens les plus forts à le faire. Ne nous laissez donc pas sans secours, et fermez l'entrée à ce déluge de maux qu'une pareille négligence entraîneroit. Ce seroit l'événement le plus agréable pour nos ennemis, et, fiez vous-y, ils redoubleront d'artifices et d'industrie pour en venir à bout. Soyez donc sur vos gardes et examinez bien la politique de chaque mesure qu'on pourroit vous proposer, et la vérité de toute nouvelle dont on pourroit vous effrayer avant d'adopter l'une ou de croire l'autre. Souvenez-vous que c'est le prix de votre liberté, de votre paix et de votre sûreté personnelle et de celle de votre postérité qu'on vous demande dans le moment ; de cette paix, liberté et sûreté pour laquelle vous avez déclaré si souvent et si solemnellement que vous étiez prêts à sacrifier votre vie et votre fortune, afin de l'atteindre et de la consolider. La guerre, quoique tirant à grands

pas vers une issue heureuse, exerce encore ses fureurs.

Dédaignez de laisser à votre allié toute la besogne de vous défendre.

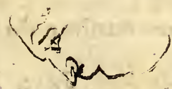
Rappelez-vous que les perspectives les plus brillantes peuvent être obscurcies par des nuages, et que la prudence nous ordonne de nous tenir prêts pour chaque événement. Préparez-vous donc pour soutenir vos armées dans le champ de la victoire, et la paix les ramenera chez eux. Evitez le reproche de permettre que la monnoie courante se déprécie entre vos mains, lorsqu'en en abandonnant une partie pour les emprunts et les impôts, le tout auroit pu conserver sa valeur et être maintenu intact. L'humanité aussi bien que la justice vous font cette demande. Les plaintes des veuves ruinées, et les cris des orphelins dont toute la fortune a été placée et fondue entre vos mains, sont sans doute parvenus jusqu'à vous; ayez soin qu'ils ne remontent pas plus haut. Réveillez-vous donc; disputez à qui fera le plus pour son pays; rallumez cette flamme de patriotisme qui, à la seule mention du déshonneur et de l'esclavage brûloit par toute l'Amérique et animoit tous ses citoyens. Décidez-vous à finir la dispute comme vous l'avez commencée, avec probité et gloire. Qu'on ne puisse jamais dire que l'Amérique ne fut pas plutôt devenue indépendante, qu'elle devint insolvable, ou que la gloire de son enfance et sa réputation croissante ont été obscurcies et ternies par des

engagemens rompus, et la foi violée au moment même où toutes les nations de la terre admiroient et adoroient presque la splendeur de son origine.

Par ordre unanime du Congrès,

JEAN JAY, *président.*

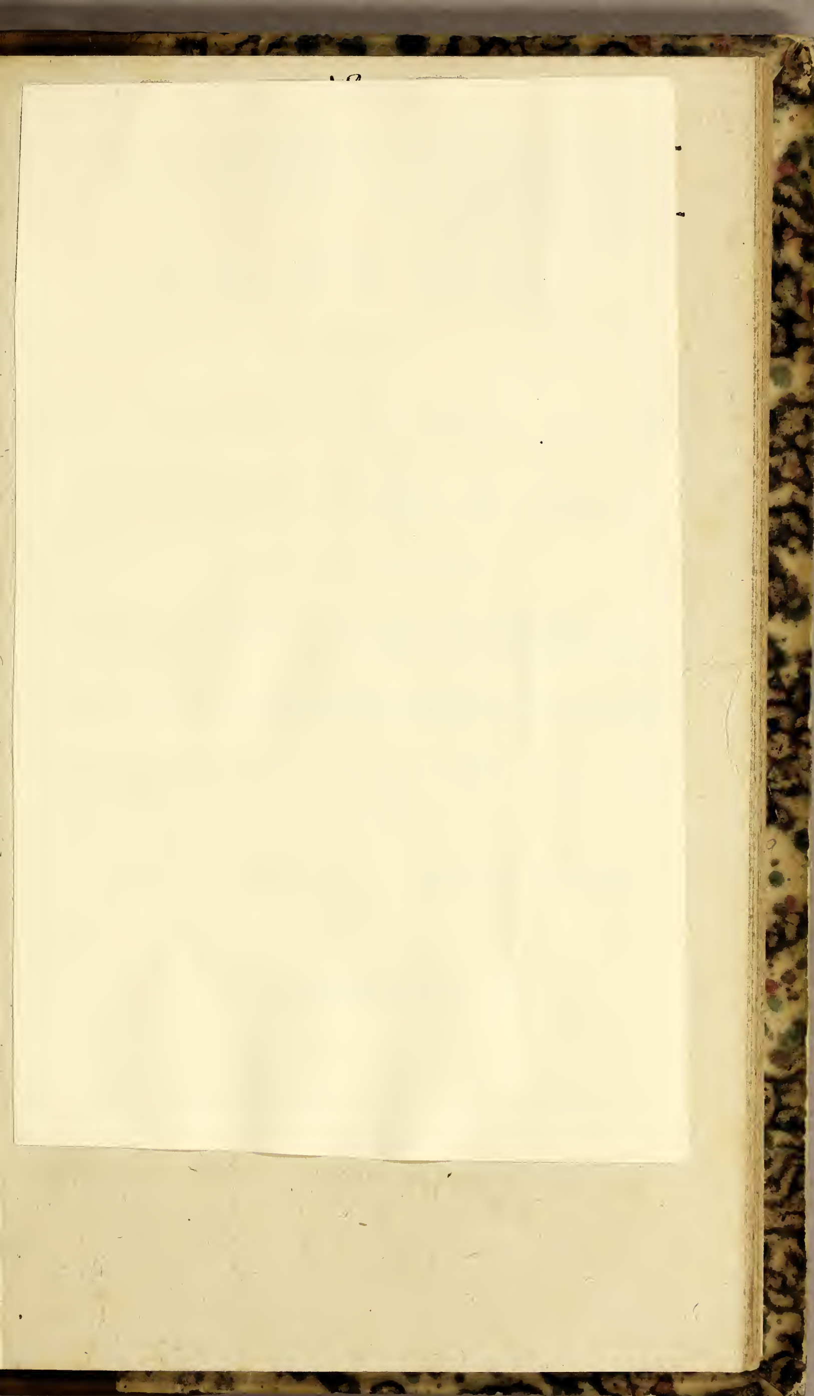
Philadelphie, le 13 Septembre 1779.



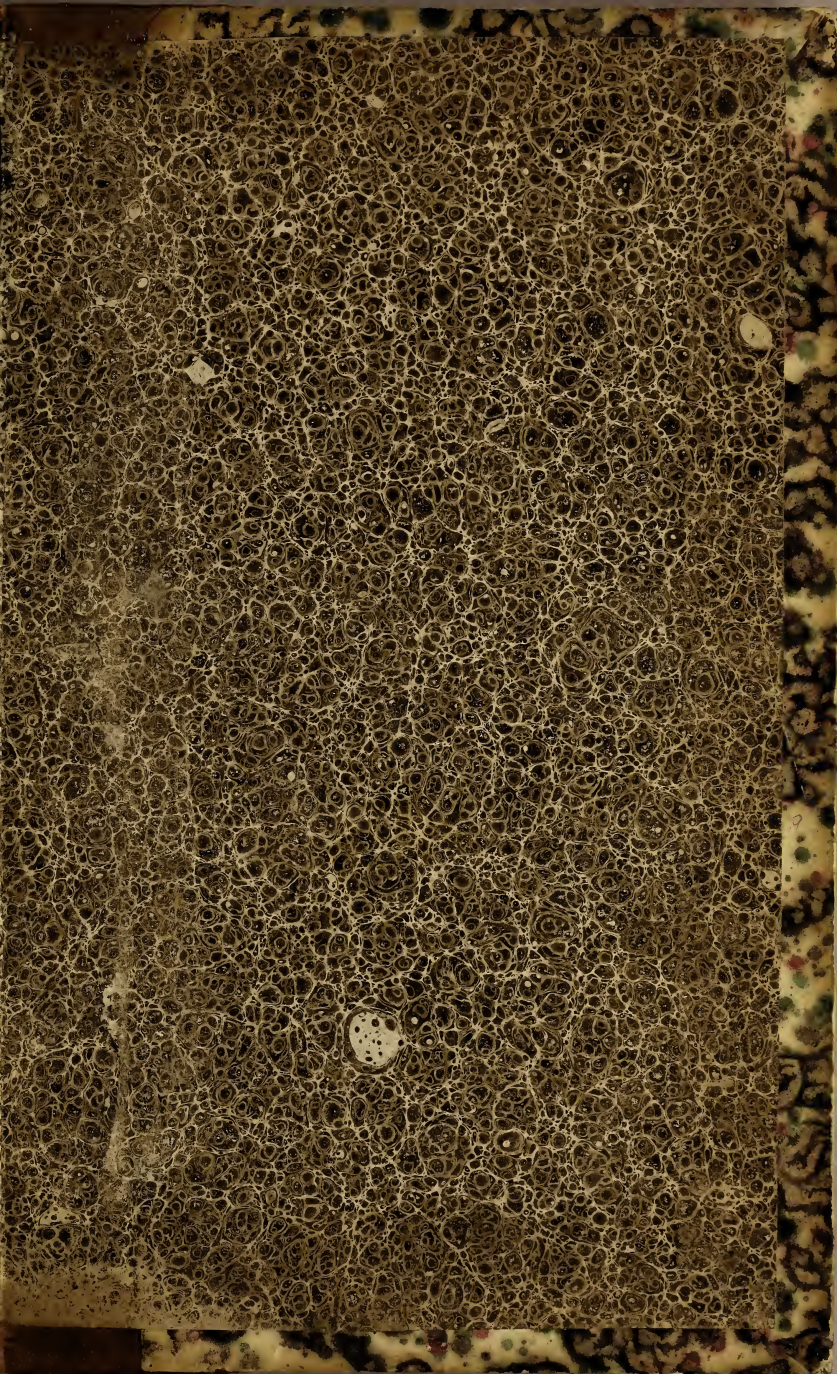













H T